

## EN GRÈVE POUR LES 11 ET 12 AVRIL COURANT

## Colère des travailleurs de la Solidarité

**Le secteur, ô combien sensible, de la solidarité nationale sera paralysé, mercredi et jeudi prochains, suite à l'appel à une grève de deux jours qu'a décidée, hier, l'Union nationale des travailleurs du secteur de la solidarité, relevant du Snapap.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - C'était dans la foulée du sit-in tenu dans la matinée d'hier samedi, devant le siège du département ministériel, à l'occasion duquel la centaine de travailleurs du secteur venus des quatre coins du pays ont eu à dénoncer, près de trois heures durant, leur situation qu'ils qualifient de précaire.

Un mot d'ordre de débrayage qui était dans l'air, puisque les syndicalistes en faisaient déjà part, mercredi dernier, à l'occasion d'une conférence de presse, et qui était tributaire de la volonté et de la disponibilité du ministre de les recevoir. Préalable qui n'a pu être exaucé à l'issue d'une rencontre entre des représentants syndicaux avec le secrétaire général et des cadres du département, élargie à des journalistes venus couvrir cette manifestation.

M. Benhabyles fera savoir à ses interlocuteurs, l'impossibilité pour lui de fixer une quelconque entrevue avec M. Barkat, au vu de son agenda, tout en faisant savoir que le ministre a invité les syndicalistes du Snapap à faire connaître leurs revendications dans la perspective d'une rencontre. Ce que les représentants syndicaux ont catégoriquement refusé, estimant, comme Layachi Ben El Mili, chargé de l'organique au sein du Snapap, le signifiera, que «la tutelle a pris connaissance de la plate-forme de revendications de l'Union nationale des travailleurs du secteur de la solidarité relevant du Snapap et qu'ils exigeaient un rendez-vous avec le ministre».

Pour M. Benhabyles, la manifestation d'hier participe plus d'une démarche purement tactique puisque sentant «une guerre de leadership d'avec l'autre entité syndicale affiliée à l'UGTA», surtout, précisera-t-il, que «les deux moutures liées au régime indemnitaire et au statut particulier sont fin prêtes et on pensait les remettre à la délégation pour enrichissement. Moutures auxquelles les deux syndicats ont été étroitement asso-

ciés». Accusation que réfute énergiquement M. Ben El Mili qui accuse la tutelle d'avoir finalisé les deux textes en solo et de vouloir gagner du temps, affirmant avoir «préconisé un travail en commission ad hoc mixte à même d'éviter qu'il ne traîne en longueur à coups de propositions et de contre-propositions, à ne pas en finir».

En sus de ces deux points cardinaux de leur plateforme de revendications, les travailleurs du syndicat Snapap du secteur de la solidarité regrettent l'irrégularité dans la perception des salaires pour nombre d'entre eux, avec un retard de 5 mois pour certains. Ce que M. Benhabyles reconnaît, le mettant sur le compte d'une toute



Le ministère de Saïd Barkat s'engage à régler la situation d'ici le mois prochain.

nouvelle mesure du ministère des Finances qui exige désormais les P-V d'installation des CA (conseil d'administration) des établisse-

ments du secteur. Ce qui n'est pas encore fait au niveau de 16 wilayas. Le SG du ministère de la Solidarité nationale dira encore

que des établissements se sont retrouvés dans l'incapacité d'honorer les salaires de leurs personnels, pour avoir préféré d'abord procéder au paiement des arriérés de salaire.

Et de rassurer que «la situation sera réglée et maîtrisée d'ici le mois prochain, avec la mise en place du budget 2012», affirmant que la tutelle «n'a jamais eu à faire dans le favoritisme au profit de l'UGTA».

Autant d'affirmations qui ne semblent pas avoir un écho favorable auprès des syndicalistes, qui se disent non concernés par «ces problèmes et autres lenteurs administratives», l'essentiel pour eux étant de percevoir leurs salaires à temps et de bénéficier d'un statut et d'un régime indemnitaire, disent-ils, digne du travail titanique qu'ils accomplissent au quotidien, au bénéfice des franges les plus vulnérables de la société.

M. K.

## ILS ONT OBSERVÉ HIER UN SIT-IN DE PROTESTATION

## Les corps communs de la justice maintiennent la pression

**Comme annoncé il y a quelques jours, les fonctionnaires du ministère de la Justice, structurés au sein du Snapap, ont observé, hier, durant quelques minutes, un sit-in de protestation devant le département de la justice. La menace d'une démonstration de force est, désormais, mise en exécution en présence d'une force policière impressionnante.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les greffiers et autres travailleurs des corps communs du département de la justice ont décidé d'engager un bras de fer avec la tutelle dans une perspective d'une grève générale prévue pour le 10 avril courant. Hier, à l'adresse du nouveau locataire du département de la justice, ils ont réitéré leur volonté de faire valoir leurs droits. «Des droits légitimes que nous revendiquons», ont-ils indiqué.

La menace de grève qui intervient dans un contexte particulier est désormais marquée par l'arrivée d'un nouveau responsable au département de la justice. Les protestataires, convaincus de la justesse de leurs revendications, comptent accorder au successeur de Tayeb Belaïz un délai de trois jours à même de lui permettre de prendre en charge leurs revendications «dans une plateforme transmise aux concernés». Ainsi, une année après s'être entendus avec le ministère de la Justice sur la satisfaction de leurs revendications, les tra-

vailleurs du secteur, ne voyant rien venir, comptent engager un bras de fer avec leur tutelle.

Ainsi, le principe d'une grève de trois jours à compter du 10 avril a été retenu par les membres du conseil national. Dans un communiqué diffusé à l'issue de cette rencontre, le conseil national du secteur de la justice a fait état de leurs revendications telles que formulées dans les P-V de réunion signés conjointement par des représentants syndicaux et la tutelle. Il était prévu dans ces P-V, datant de février et avril 2011, la concrétisation de plusieurs points devant améliorer la situation socioprofessionnelle des employés de la justice. Il s'agit, notamment, du statut du fonctionnaire, de la facilitation à l'accès au logement, la révision des primes, le transport, la révision du statut particulier et la régularisation et l'intégration des agents de la sécurité.

Les fonctionnaires de la justice sont les traducteurs, les informaticiens, les documentalistes, les comptables administratifs, les chauffeurs et autres agents de sécurité. Lors des

assises de leurs syndicats, ils ont approuvé une plateforme de revendications dans laquelle ils demandent «la revalorisation de leurs rémunérations au même titre que les greffiers». «Nous exigeons, au même titre que les greffiers, une augmentation des salaires de 80% au lieu des 40% que nous avons déjà obtenus», a déclaré un délégué à ces assises, représentant les travailleurs de la cour de Boumerdès.

«Beaucoup d'entre nous sont des ingénieurs, mais avec un bac + 5, nos salaires ne dépassent jamais les 23 000 DA alors qu'un policier avec un niveau de terminale touche dans les 35 000 DA ! Trouvez-vous cela juste ?» s'insurge Aziz, porte-parole des corps communs du ministère de la Justice.

Notre interlocuteur qualifie «d'humiliante» la rémunération salariale imposée par les autorités publiques à ses camarades «qui travaillent d'arrache-pied pour rendre la justice accessible aux citoyens dans les 36 cours et tribunaux existant à travers le territoire national», confie-t-il.

A. B.

## PROCÈS ACHOUR ABDERRAHMANE-BNA

## La reprise pour ce dimanche

Prévue pour hier samedi, la reprise du procès Achour Abderrahmane-BNA a été ajournée de vingt-quatre heures.

La décision a été prise par le président du tribunal criminel à la demande des avocats de la défense. Ces derniers ont plaidé, selon des

sources judiciaires auprès du juge d'audience, «la nécessité d'accorder suffisamment de temps à toutes les parties pour mieux préparer la suite du procès et réunir les meilleures conditions pour un procès équitable et juste».

A. B.

## TALEB CHERIF DU PNSD À PARTIR DE KHEMIS-MILIANA :

## «Il faut passer de la légitimité historique à la légitimité populaire»

**Le président du Parti national pour la solidarité et le développement, PNSD, était hier samedi à Khemis-Miliana où il a animé, en milieu de matinée, un rassemblement de ses militants et sympathisants pour développer la vision de sa formation politique quant à la situation, avec ses différents volets, que traverse le pays.**

Lors d'un point de presse, Taleb fait une rétrospective de ces 50 dernières années. Il commence par dénoncer l'amalgame entretenu sur le sigle FLN : «Il faut rétablir la vérité sur cette désignation et ne pas confondre le Front de la libération nationale, un Front vital en son temps et le parti du FLN, créé après 1962, un parti qui a bénéficié de tous les moyens de l'Etat dans les 1 541 communes, avec des bureaux partout activant par intermittence, occasionnellement.»

Dans la foulée, il prend pour cible le RND, tout comme le MSP d'ailleurs, qui dès sa naissance

s'est vu attribuer toute la logistique nécessaire au détriment des autres formations qui n'ont pu accéder à ces moyens et qui ont été confinées au rang de formations régionales, des «formations minorisées». Et d'ajouter : «Personne n'a le droit d'accaparer le combat de tout un peuple qu'il a livré sous l'emblème d'un front.» Taleb rappelle que la remise en cause de cet amalgame ne date pas d'aujourd'hui puisque «le FFS de Hocine Aït-Ahmed et le PRS de Boudiaf sont nés de cette remise en cause de l'accaparement de ce combat par le pouvoir, devenu une autocratie avec une démocratie de

façade». Taleb parle aussi de l'Alliance dite «verte». Pour lui, «il s'agit de formations qui se sont désengagées d'une alliance avec le pouvoir pour projeter d'autres alliances, pour décrocher quelques strapontins dans la future APN».

A une question sur ceux qui appellent à l'abstention le 10 mai prochain, le chef du PNSD dira que «c'est de leur droit mais il s'agit là d'une attitude irresponsable car actuellement, l'Algérie subit l'ostracisme des concepteurs du Grand-Orient, dont les concepteurs manœuvrent pour déstabiliser l'Algérie, et le danger est à nos portes principalement dans la région subsaharienne avec les situations que nous connaissons, que vivent les peuples de Libye, du Mali, du Niger qui a généré un suarmement de groupes hostiles à toute la région».

A ceux qui appellent à l'abstention, il dira : «Ceux-là se trompent,

ils jouent le jeu de ceux qui justement tentent de déstabiliser l'Etat algérienne» et de soutenir que «ce n'est que par une participation massive au scrutin du 10 mai prochain que nous pourrions établir la démocratie populaire et réaliser le second volet du projet de Novembre, à savoir l'instauration d'une véritable démocratie avec sa dimension sociale, avec les valeurs d'un islam tolérant et pacifique et pas un islam utilisé pour que des minorités accaparent des privilèges».

Revenant à ceux qui nourrissent des desseins malveillants à l'égard de l'Algérie, l'orateur rappellera que «la guerre de Libération nationale et la décennie noire n'ont fait qu'unir les Algériens, «ceux-là» doivent se le rappeler et en tenir compte».

A une question sur le statut de la femme, Taleb dira que «la femme, qui dans notre pays est

pour plus de la moitié de la population algérienne, doit recouvrer la place à laquelle elle aura le droit de citoyenne à part entière». Ajoutant : «L'Etat doit donner le LA à des institutions où la femme aura à jouer pleinement son rôle.»

A l'intention de la jeunesse, le président du PNSD propose la création d'«une prime de chômage pour tous les diplômés pour leur permettre de vivre dignement en attendant qu'ils trouvent un vrai travail».

Au sujet de la flambée des prix qui sévit, Taleb constate «l'absence d'une politique de commerce cohérente gérée par un ministère défaillant».

Evoquant les grands axes de la campagne électorale du PNSD, Taleb dressera les priorités : «L'emploi, le logement, la santé, l'éducation et la formation seront nos thèmes majeurs.»

Karim O.